



**8^E CONGRES DE LA FNME-CGT (BORDEAUX DU 10 AU 14 MARS 2025)
MERCREDI 12 MARS 2025
RAPPORT INTERNATIONAL, PRESENTE PAR MURIEL MARCILLOUX**

Chères et Chers Camarades,

Nous avons aujourd'hui une journée particulière dans le cadre des travaux de notre 8ème Congrès, marquée par la présence de nos camarades internationaux en provenance de 20 pays répartis sur tous les continents : l'Argentine, la Colombie, le Mexique, le Venezuela, Madagascar, la Tunisie, le Liban, le Mali, le Sénégal, la Nouvelle Calédonie, le Pakistan, le Vietnam, la Corée du Sud, la Belgique, la Grèce, le Portugal, la Hongrie, le Royaume Uni, l'Espagne, l'Italie. Certains Camarades n'ont pu obtenir leurs visas, malgré toutes nos démarches engagées pour les aider à leur obtention. Nous saluons donc nos camarades Cubains, Boliviens, Nigériens, Algériens, 1 camarade de Madagascar qui ne peuvent être avec nous. Nous souhaitons également un prompt rétablissement au Président du Fenasol du Liban qui a dû annuler sa présence suite à des problèmes de santé. D'autres camarades n'ont pu être présents mais nous ont envoyé leurs salutations sous forme de vidéos que nous diffuserons en partie au cours de cette journée.

Nous accueillons aussi les 2 responsables de l'ONG Droit à l'Énergie venus eux du Canada. Enfin nous avons également avec nous les représentants des fédérations internationales auxquelles nous sommes affiliées : la Fédération Européenne des Services Publics, IndustriAll Europe, l'Internationale des Services Publics et IndustriAll Global Union. Nous saluons votre présence à toutes et tous, car elle est essentielle pour construire une réflexion commune et renforcer nos solidarités face aux enjeux qui traversent le mouvement syndical mondial. Je vous demande d'accueillir chaleureusement tous nos invités. Encore un grand merci à vous pour votre présence.

Cette journée se déroulera jusqu'à 16h30 et sera consacrée à des débats autour de thématiques majeures sur les enjeux sociaux et environnementaux, la défense de la démocratie syndicale, l'organisation des travailleurs, les attaques contre nos conquies syndicaux, sociaux et en lien avec la répression et criminalisation croissante de l'activité syndicale que nos organisations syndicales subissent.

A la suite des sessions de chaque thématique, nous aurons en fin de matinée et d'après-midi, les congressistes de notre Fédération qui débattront sur la résolution internationale et un vote aura lieu à la fin de la journée.

Comme vous le savez, dans le temps restreint qui nous est imparti et des contraintes qu'il nous faut respecter, ces 2 thématiques feront donc l'objet d'interventions des camarades internationaux ainsi que des fédérations internationales. Nous allons donc devoir respecter les temps de parole et laisser la priorité à nos internationaux pour que chacun d'entre eux puissent s'exprimer. Nous ne sommes pas dans la configuration d'une conférence internationale et nous nous excusons par avance envers celles et ceux qui ne pourront pas s'exprimer faute de temps.

Dernier point que je dois vous signaler, nous avons 10 interprètes présents en visioconférence, dont le travail est indispensable à la réussite de cette journée. Nous allons donc aussi devoir respecter

leur temps de pause et surtout je vous invite toutes et tous à parler doucement afin que les interprètes puissent au mieux interpréter chaque intervention.

Par avance un grand merci à vous interprètes ainsi qu'à l'équipe technique qui s'est adaptée au mieux à nos besoins.

Je vais vous faire lecture d'un court rapport pour situer un peu le contexte et ouvrir le débat des deux thématiques qui vont nous animer durant cette journée.

Une Europe en crise

Depuis 2008, le monde capitaliste est englué dans une crise systémique, économique et sociale qu'il ne parvient pas à dépasser faute de vouloir sortir du dogme néolibéral du marché. La privatisation des industries stratégiques et l'austérité ont affaibli la souveraineté industrielle et sociale des pays européens, exposant les travailleurs à une précarité croissante. Les capacités industrielles ont été saignées à blanc au profit des grands groupes financiers et des actionnaires.

Mais le vieux rêve de la bourgeoisie ne s'arrête pas là : il s'agit de mettre toutes les ressources des états à son propre service en supprimant ce qui lie les populations, c'est-à-dire les biens communs et les services publics, pour ne considérer in-fine qu'un seul rapport humain : celui qui achète et celui qui vend. Oui mais voilà, le rêve ce n'est pas la réalité, et le vieux dogme selon lequel la main magique du marché va permettre de mettre tout le monde d'accord... plus personne n'y croit vraiment. A l'inverse, c'est une véritable guerre commerciale et un libéralisme sauvage auxquels nous sommes confrontés depuis 20 ans. Et dans cette guerre, à laquelle l'Europe n'a par ailleurs rien à gagner et tout à perdre, nos dirigeants ont décidé de se livrer pieds et poings liés aux Etats-Unis, sans aucun discernement, avec entre autres le renforcement du partenariat transatlantique en 2021 et la volonté de création d'un grand club occidental pour la conquête des terres et des métaux rares en 2023.

Alors que se passe-t-il quand Trump reprend le pouvoir, avec toutes les forces les plus réactionnaires à sa suite ? L'UE ne dit pas un mot ! Que se passe-t-il quand subitement les Etats-Unis ne considèrent plus l'UE comme un allié ? Les classes dirigeantes sont dans un état de sidération totale !

Par contre, les bourgeoisies européennes ne sont pas indignées par les mesures antisociales prises aux Etats-Unis : menaces d'imposition de droits de douane à l'UE (sur lesquelles l'UE répond par la volonté d'acheter plus de gaz liquéfié et d'armes aux Etats-Unis) ; suppression de milliers de postes de fonctionnaires du jour au lendemain, chasse aux syndicalistes digne de la pire période du Maccarthysme, attaque contre les lois immigration en vigueur remettant en cause le droit d'asile et le droit du sol. Pas d'indignation non plus parce qu'Elon Musk organise jusqu'en Allemagne l'esclavage moderne avec ses entreprises Tesla et interfère dans les élections en soutenant l'AFD, parti d'extrême droite.

Même sur les pires horreurs, pas d'indignation !

Je pense à la volonté inadmissible du gouvernement Étatsunien d'annexer Gaza pour en faire une « riviera », en déportant les Palestiniens dans les pays annexes. Pas un mot de condamnation n'a émané d'Ursula Von Der Leyen la présidente de la Commission Européenne, ni même de nombreux pays. Pourtant, ce projet n'est rien de moins qu'un nettoyage ethnique, s'affranchissant par ailleurs de la légalité au regard des cadres internationaux existants.

Et ces paroles ouvrent un chemin sur lequel des vues plus extrémistes ne tarderont pas à s'engouffrer. **Face à cela, nous devons organiser la solidarité internationale avec le peuple Palestinien**, où après 15 mois de massacres de masse et une politique génocidaire à Gaza, un fragile voir pseudo cessez-le-feu est enfin arrivé, pour que la population gazaouie puisse essayer de survivre.

Partout où les guerres sévissent, l'urgence est à la paix juste et durable sur la base des frontières reconnues par le droit international. Et c'est tout le sens des actions internationalistes de la CGT.

Marche ou crève, c'est bien la menace que nous lancent les grands dirigeants de ce monde. Leur politique n'a jamais eu pour objectif ni la prospérité, ni la paix mais uniquement l'accaparement des ressources et des richesses. Les terres rares c'est également ce qui est recherché par les Etats-Unis, et par d'autres pays d'ailleurs, en Ukraine. Une fois encore on le voit : il n'a jamais été question de défendre la souveraineté du peuple Ukrainien mais bien d'une guerre de puissances pour faire main basse sur les ressources au prix de milliers de morts.

L'Europe, incapable d'une seule action diplomatique depuis 2022 pour mettre fin au conflit, risque là encore de se retrouver flouée avec le danger imminent d'une guerre directe avec la Russie si l'engrenage belliciste n'est pas stoppé.

Il est temps de sortir des deux piliers qui régissent aujourd'hui l'Union Européenne : l'austérité et la guerre ! Car une nouvelle période s'ouvre sous le signe d'un impérialisme guerrier, de la montée des nationalismes, des racismes, des populismes et des intégrismes, où les milliardaires réactionnaires « libertariens » façonnent l'espace politique et médiatique, restreignant progressivement les libertés tout en contrôlant les nouvelles technologies de communication.

En 2024, plusieurs milliards de citoyens et citoyennes ont participé à des élections à travers le monde, des États-Unis à la Russie, de l'Argentine à l'Inde, mais ces scrutins, loin d'être des expressions démocratiques pleines et entières, sont de plus en plus instrumentalisés pour renforcer des régimes autoritaires.

Les différentes fractions d'extrême droite, soutenues par les élites économiques, prennent le pouvoir et imposent leur agenda en sapant les droits sociaux et syndicaux. En Europe, cette dynamique s'accompagne d'une alliance entre la droite traditionnelle et l'extrême droite qui, sous couvert de défendre un prétendu ordre social, œuvre avant tout à maximiser les profits d'une minorité en exacerbant les divisions au sein des peuples. **La stratégie est claire** : opposer les travailleurs entre eux pour mieux les affaiblir, imposer une concurrence généralisée où seuls les plus puissants prospèrent, et remodeler le sens des mots, notamment celui de liberté, pour légitimer leur domination.

La liberté syndicale a d'ailleurs été très fortement attaquée en 2024. Près de neuf pays sur dix dans le monde ont violé le droit de grève, et huit pays sur dix ont privé les travailleurs du droit de négocier collectivement pour obtenir de meilleures conditions de travail. 49% des pays ont arrêté ou détenu arbitrairement des membres syndicaux, contre 46% en 2023.

D'ailleurs en termes de répression syndicale en France et notamment contre nos militants à la FNME-CGT, on s'y connaît.

On peut aussi citer d'autres exemples, comme en Italie, où le gouvernement a supprimé les protections sociales et criminalise les mouvements syndicaux. En Allemagne, où des multinationales comme Tesla exploitent les travailleurs dans un cadre réglementaire laxiste. En Belgique, om une cure d'austérité massive menace les retraites et les salaires.

Mais face à cela, des luttes syndicales se renforcent et nous montrent que la résistance est possible et payante. On peut citer, la renationalisation du rail britannique, les grèves massives en France contre la réforme des retraites, ou encore les mobilisations des travailleurs de l'énergie en Espagne ou au Pakistan.

Et dans le monde, face à cette situation, les résistances s'affaiblissent mais ne sont pas défaites, comme le montre la victoire de Lula au Brésil contre Bolsonaro ou le renouveau du syndicalisme aux USA.

Non, nous ne sommes pas démunis face à la crise et des solutions existent autres qu'une fuite en avant fédéraliste ou un nationalisme exacerbé.

Dire cela, c'est poser la question de la priorité qu'on se fixe : engraisser les actionnaires au détriment de la classe ouvrière ou choisir de renforcer notre appareil productif pour répondre aux enjeux humains et environnementaux.

Et il nous faut reprendre le contrôle de la production pour répondre aux grands enjeux de notre époque. Reprendre le contrôle de la production cela veut dire sortir du tout marchand en renationalisant des pans entiers de l'économie et mettre celle-ci au service des populations pour sortir de la pauvreté et planifier en fonction des besoins. Cela veut dire garantir la sécurité et la souveraineté des peuples en faisant de l'énergie un droit mondial et un accès universel. Aujourd'hui l'accès à l'énergie est indissociable de conditions de vie décentes.

L'énergie, comme la santé, l'eau ou l'alimentation doivent être sorties de la loi de la jungle que nous impose le marché. Elles doivent être considérées comme des biens communs de l'humanité.

Reprendre le contrôle de notre production c'est d'ailleurs la seule solution pour répondre aux enjeux climatiques. Et en cela, tous les continents sont concernés.

L'Amérique latine est au cœur de la bataille mondiale pour l'accès aux ressources naturelles et minières. Le sous-continent regorge de minerais et de métaux rares dont dépendent les industries des pays riches et le système économique en général. A commencer par les Etats-Unis qui sont largement dépendants de leurs importations et en font une question de "sécurité nationale". Or, depuis quelques années, le continent latino-américain se tourne de plus en plus vers la Chine. La défense de la souveraineté des peuples et des ressources naturelles devient un enjeu majeur pour les travailleurs du continent.

Et les syndicats jouent un rôle crucial dans cette lutte contre les politiques néolibérales et la répression sociale. Les travailleurs de l'énergie et des mines au Chili et au Pérou se battent pour des conditions de travail dignes face à des multinationales qui exploitent sans scrupules les ressources locales. Au Brésil, les mouvements syndicaux ont joué un rôle majeur dans la résistance contre les politiques de privatisation.

Le continent Africain est confronté à un enjeu de souveraineté et est marqué par une exploitation intense de ses ressources naturelles au profit des multinationales étrangères.

En République Démocratique du Congo, les mines de cobalt et de coltan sont le théâtre de violations massives des droits des travailleurs, avec le soutien tacite de puissances étrangères. Depuis 1996, des atrocités, que d'aucun qualifierait de génocide, se déroulent notamment à l'est de ce pays, pour piller les ressources au bénéfice de multinationales. Les conséquences sont terribles. Le nombre de victimes est si élevé qu'il ne peut être comptabilisé.

Face à ces abus, les syndicats africains s'organisent. Des mouvements de grève au Nigeria et en Afrique du Sud luttent contre la privatisation des services publics et pour des salaires décents. L'essor des énergies renouvelables présente également une opportunité pour une transition juste, à condition qu'elle soit contrôlée par les peuples et non par les multinationales.

L'Océanie est également marquée par des tensions sociales et politiques, notamment en Nouvelle-Calédonie où les revendications pour l'indépendance et les droits des Kanaks ont pris une ampleur croissante.

Les récents événements ont mis en lumière les profondes inégalités sociales et économiques qui persistent dans l'archipel, où les populations autochtones continuent de lutter pour leur reconnaissance et leur souveraineté. Les syndicats locaux jouent un rôle central dans ces mobilisations, défendant les droits des travailleurs et exigeant une répartition équitable des ressources. La solidarité internationale est essentielle pour soutenir ces combats et s'opposer à l'exploitation économique qui menace l'avenir des peuples océaniques.

Prendre le contrôle sur notre production cela veut dire ne plus laisser les multinationales et les grands patrons faire leurs lois en pillant les ressources des pays du Sud et en exploitant les travailleurs.

D'un point de vue environnemental comme social le fait de laisser le champ libre aux multinationales sans contrôler leur activité productive est catastrophique. En éloignant les lieux de production et les lieux de consommation on s'expose au fait que les fruits de cette production soient générés dans des conditions sociales et environnementales souvent catastrophiques. Le bilan carbone des produits venant de milliers de km sur notre sol est extrêmement mauvais.

Mais plus encore : ce sont les entreprises multinationales et les grands patrons qui font aujourd'hui la loi. Lorsque nous demandons un « effort » pour relever le défi de la réindustrialisation et faire face à la crise, ils menacent de délocaliser.

Il est grand temps que la production serve à la paix et au développement des pays du Sud comme du Nord.

Avancer sur cet objectif c'est renforcer la conscience de classe. C'est ce qui nous permettrait de ne pas faire que répondre à l'actualité institutionnelle, comme le font encore trop souvent les organisations syndicales internationales, mais bien imposer un agenda social, revendicatif et progressiste. **Mener la lutte dans et en dehors des institutions pour construire le rapport de force, c'est la condition sine qua non pour gagner face au grand Capital.**

Nous pouvons nous réjouir pour finir sur une note positive car des résistances existent et des exemples de luttes payantes nous montrent qu'unis les travailleurs et les travailleuses peuvent remporter des victoires décisives.

En Grande Bretagne tout d'abord. Trente ans après la privatisation des chemins de fer et le démantèlement du British Rail, suite à des mouvements de grève historique des salariés, et au soutien ininterrompu d'une large majorité de l'opinion publique, le gouvernement a décidé de renationaliser le rail le 20 novembre dernier. Retards systématiques, conditions de sécurité dégradées, accidents fréquents fautes d'investissements dans les infrastructures, explosion des prix : la privatisation du rail est devenue un cas d'école de ce qu'il ne faut pas faire. Et cela est valable pour les autres secteurs dont le nôtre. La renationalisation de la gestion du réseau électrique est aujourd'hui posée et s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie énergétique britannique. Comme quoi le cercle vicieux des privatisations n'est pas une fatalité.

Aux Etats-Unis également, les choses ne sont pas statiques et les syndicats se mobilisent. En 2023, après 6 semaines de grèves, les salariés des trois plus grands constructeurs automobile étasuniens ont obtenu 25% d'augmentation de salaire. Et ne croyons pas que les syndicats ne réagissent pas à la victoire de Trump : nous le verrons tout à l'heure avec la vidéo de Carl Rosen, Secrétaire Général des United Electrical workers que la lutte s'organise !

En Asie, la situation syndicale est marquée par une forte répression, mais aussi par des victoires significatives.

En Chine, des mouvements se multiplient pour exiger des droits sociaux face à des multinationales qui exploitent les travailleurs sous des conditions indignes.

Au Pakistan, alors que les conditions de travail abominables dans les usines de textiles sont régulièrement épinglées par la presse internationale, la classe ouvrière, malgré la répression syndicale, a su s'organiser et imposer des hausses de salaires pour des dizaines de milliers de travailleurs. Dans ce même pays, où le FMI a imposé une nouvelle cure d'austérité, les travailleurs de l'énergie sont actuellement en lutte contre les privatisations du secteur qui ont un impact catastrophique sur l'ensemble des services publics. Les compagnies d'électricité sont confrontées à une pénurie de 80000 travailleurs et manquent de formation adéquate et d'équipements de sécurité.

Le gouvernement et les fournisseurs privés ne parviennent toujours pas à appliquer les niveaux de salaire minimum convenus avec les syndicats.

En Corée du Sud, dans un pays où les droits des travailleurs sont largement réprimés, la mobilisation populaire et les syndicats ont lutté contre l'instauration de la loi martiale en décembre et obtenu la destitution du président ultralibéral et réactionnaire. Rappelons que celui-ci était en train de privatiser à tour de bras et voulait faire passer la semaine de travail de 52 à 69 heures. La lutte continue d'ailleurs en particulier dans les entreprises du secteur des semi-conducteurs contre l'allongement de la durée du travail.

Ne pas laisser les multinationales maitresses des décisions souveraines des États et des peuples, c'est également la discussion qui traverse la communauté internationale depuis maintenant plus de 10 ans. **En juin 2014, à l'initiative de l'Équateur et de l'Afrique du Sud,** le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU adoptait, une résolution visant à élaborer un instrument international contraignant relatif aux violations des droits humains par les entreprises multinationales.

Cette décision historique est l'aboutissement de luttes depuis des décennies par les peuples des pays du Sud, pour reprendre le contrôle de leurs terres et de leurs ressources. Mais l'Union Européenne comme les Etats-Unis se sont opposés, et continuent à s'opposer, à la mise en place de cet instrument.

Sauf que la question est devenue tellement importante dans le débat public, que cela a obligé la France en février 2017 à adopter sa loi sur la responsabilité juridique des multinationales. En avril 2024, le Parlement Européen adoptait la « Directive devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ». Si ces législations sont loin d'être suffisantes, et actuellement en passe d'être remises en cause par la législation européenne « Omnibus », elles sont symptomatiques du changement qui s'opère dans nos relations aux pays du Sud : l'Occident ne peut plus continuer à mener des politiques néocoloniales et impérialistes dans ces pays sans rencontrer une résistance et un rejet croissant.

Le rejet de l'impérialisme c'est d'ailleurs le cœur de la résistance d'un pays comme Cuba qui, rappelons-le, résiste depuis plus de 63 ans maintenant à un blocus criminel, illégal et inhumain.

Ce que nous dit Cuba depuis plus de 63 ans maintenant c'est que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire, qu'il est possible de construire une société par et pour le peuple, que l'on peut être un pays en développement et être plus efficace que les pays développés en termes de santé et d'éducation par exemple. **En somme Cuba nous dit que lorsque les travailleurs reprennent le contrôle de la production pour la mettre aux services de tous, alors c'est toute l'humanité qui progresse.**

C'est cette résistance qui a ouvert la porte aux mouvements d'émancipation en Amérique Latine et permis de desserrer l'étau de l'impérialisme. Alors bien sûr la Révolution Cubaine a plus que jamais besoin de notre solidarité mais n'oublions pas une chose : les Etats-Unis ont perdu et ne cessent de perdre depuis 63 ans. Leur politique, comme celle des autres puissances impérialistes occidentales, est mise en cause partout sur le globe.

Certes le futur est incertain. « *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres* » disait Antonio Gramsci.

Mais dans cette lutte nous avons la force du nombre. Unis la classe ouvrière a déjà fait basculer le monde ancien, à nous de recommencer.

Cette journée d'échanges doit nous permettre d'approfondir nos réflexions et de renforcer notre coordination internationale. Les luttes sociales ne peuvent pas être seulement menées à l'échelle d'un seul pays. La construction de la paix et de la solidarité internationale, la promotion des valeurs de l'internationalisme comme rempart contre l'oppression et en faveur des peuples, l'organisation des travailleurs, la protection des conditions de travail et de vie, la lutte contre la criminalisation syndicale, la reconnaissance de la dignité humaine sont autant d'objectifs que nous devons défendre collectivement.

Il est essentiel de structurer nos alliances et de montrer que face aux politiques libérales et aux répressions, un autre modèle est possible. Le mouvement syndical international doit être une force d'opposition mais aussi de propositions, pour bâtir une société plus juste au service de l'intérêt général.

Alors, mes amis et camarades, nous allons faire au mieux pour que tous nos internationaux puissent s'exprimer et faire de cette journée un lieu de convergences. A nous de montrer qu'on est porteurs d'alternatives et que l'on peut créer des capacités d'action pour remettre en cause les politiques libérales et pour refuser la concurrence généralisée entre les travailleuses et les travailleurs.

Merci de votre attention et place à nos amis internationaux.